

COUR D'APPEL DE ROUEN

IERE CHAMBRE CIVILE

ARRÊT DU 28 MAI 2014

DÉCISION DÉFÉRÉE :

13/01537

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE ROUEN du 11 Juillet 2013

APPELANTE :

Le distributeur A.

ayant établissement secondaire situé XXXX immatriculé au RCS de
ROUEN sous le même numéro RCS
XXXX

représentée par la SCP EMO HEBERT et ASSOCIES, avocat au barreau de
ROUEN, postulant
assistée de Me François TRECOURT, avocat au barreau de PARIS, plaidant

INTIMÉ :

LE SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES XXXX
XXXX

représenté par la SCP VANDENBULCKE & DUGARD, avocat au barreau de
ROUEN, postulant
assisté de Me Marie-Christine ALIGROS, avocat au barreau de PARIS,
plaidant

COMPOSITION DE LA COUR :

En application des dispositions de l'article 786 du Code de procédure civile, l'affaire a été plaidée et débattue à l'audience du 31 Mars 2014 sans opposition des avocats devant Monsieur LOTTIN, Président, rapporteur, en présence de Madame GIRARD, Conseiller,

Le magistrat rapporteur a rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la Cour composée de :

Monsieur LOTTIN, Président
Monsieur SAMUEL, Conseiller
Madame GIRARD, Conseiller

GREFFIER LORS DES DÉBATS :

Mme LECHEVALLIER, Faisant-fonction de greffier

DÉBATS :

A l'audience publique du 31 Mars 2014, où l'affaire a été mise en délibéré au 21 Mai 2014, date à laquelle le délibéré a été prorogé ce jour

ARRÊT :

CONTRADICTOIRE

Prononcé publiquement le 28 Mai 2014, par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du Code de procédure civile,

signé par Monsieur LOTTIN, Président et par Melle VERBEKE, Greffier présent à cette audience.

Exposé du litige

Le 28 mars 2009, un incendie est survenu dans les canalisations reliant les compteurs électriques privatifs des boutiques du centre commercial XXXX.

Le distributeur A. est intervenu en urgence pour effectuer une réparation provisoire, puis a refusé de procéder à une réparation définitive.

Un nouvel incendie identique est survenu le 13 juin 2012, qui a amené le distributeur A. à effectuer une nouvelle réparation provisoire.

Par lettre du 14 juin 2012, la société K., en sa qualité de syndic des copropriétaires du XXXX, a réitéré auprès du distributeur A. sa demande de remise en état définitif du réseau électrique défaillant.

Par courrier en réponse du 18 juillet 2012, le distributeur A., faisant état de la vétusté et de l'obsolescence du réseau et de ce que les canalisations en cause avaient été construites avant la signature de la concession de la distribution publique d'électricité conclue le 18 mars 1996 avec la commune de XXXX, a répondu que l'installation en cause appartenait à la copropriété.

Le 20 septembre 2012, la commission départementale de sécurité a établi un rapport défavorable à la poursuite de l'exploitation en raison du danger résultant de l'état des canalisations litigieuses.

Par délibération du 7 novembre 2012, l'assemblée générale des copropriétaires XXXX a autorisé le syndic à assigner le distributeur A. en exécution des travaux nécessaires sous astreinte.

Cette assignation a été délivrée le 29 mars 2013.

Par jugement rendu le 11 juillet 2013, le tribunal de grande instance de ROUEN a adopté le dispositif suivant :

Condamne le distributeur A. à effectuer la remise en état des trois conduites d'électricité, canalis, situés dans la copropriété XXXX;

Condamne à verser au syndicat des copropriétaires du XXXX représenté par son syndic la société K. une indemnité de 2000 € en application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile;

Rejette les demandes plus amples ou contraires;

M et les dépens à la charge du distributeur A., avec droit de recouvrement direct au profit des avocats de la cause, conformément aux dispositions de l'article 699 du code de procédure civile.

Le distributeur A. a interjeté le 26 août 2013 un appel général de cette décision.

L'ordonnance de clôture a été rendue le 19 mars 2013.

Par conclusions de procédure en date du 20 mars 2013, l'intimé a soulevé à titre principal l'irrecevabilité des conclusions récapitulatives de l'appelante notifiées le 18 mars 2014 et demandé à la cour d'écarter les pièces numéros 10 à 13 communiquées à la même date.

À titre subsidiaire, il a demandé à la cour de rabattre l'ordonnance de clôture et d'ordonner un nouveau calendrier de procédure.

À titre plus subsidiaire, il a sollicité le report de l'ordonnance de clôture pour lui permettre de répliquer aux dernières conclusions de l'appelante.

Le distributeur A., par conclusions d'incident en réponse notifiées le 25 mars 2014, a sollicité à titre principal le rejet de la demande d'irrecevabilité de ses dernières conclusions et à titre subsidiaire le rabat de la clôture, en demandant dans tous les cas le maintien de la date des plaidoiries au 31 mars 2014.

L'intimé s'est toutefois désisté de cet incident de procédure à l'audience, ainsi qu'il résulte des notes établies par le greffier d'audience.

Prétentions et moyens des parties

Pour l'exposé des prétentions et des moyens des parties, il est renvoyé aux conclusions signifiées par le distributeur A. le 18 mars 2014 et à celles signifiées par le syndicat des copropriétaires XXXX le 15 janvier 2014.

Leurs moyens seront examinés dans les motifs de l'arrêt.

Le distributeur A. demande à la cour d'infirmier le jugement entrepris et de condamner le syndicat des copropriétaires XXXX à lui rembourser l'ensemble des frais engagés et coûts supportés par elle pour la remise en état et aux normes des canalis dans le cadre de l'exécution provisoire du jugement et à lui payer en outre une somme de 6000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

Le syndicat des copropriétaires XXXX sollicite la confirmation du jugement entrepris en toutes ses dispositions, excepté celle relative à l'astreinte.

Sur son appel incident, il demande à la cour de condamner le distributeur A. à effectuer la remise en état des trois conduites électricité du type "canalis" situées dans la copropriété XXXX à XXXX, ce sous astreinte de 1000 euros par jour de retard à compter de la signification de l'arrêt à intervenir.

L'intimé sollicite en outre la condamnation de l'appelante à lui payer une somme de 6000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

Sur ce, la Cour,

Pour statuer ainsi qu'il l'a fait, le premier juge a retenu :

- que le cahier des charges type des concessions applicable à l'époque, datant de 1928, prévoyait que l'exécution et l'entretien des canalisations intérieures pouvaient être à la charge du fournisseur X;
- qu'aucune des parties ne précisait comment les canalisations litigieuses avaient été exécutées et financées;
- que la nature des canalisations visées par le règlement de copropriété comme étant des parties communes n'était pas mentionnée ;
- que les canalisations litigieuses portent un marquage du fournisseur X.;
- que le distributeur A. est intervenue immédiatement et gratuitement pour effectuer les réparations lors des deux incendies; qu'elle s'est même engagée par un courrier du 30 novembre 2010 adressé au maire de XXXX à procéder à la remise en état au premier trimestre de 2011 de la canalis détériorée;
- qu'il résulte de l'article 15 du cahier des charges de la convention de concession actuelle liant le distributeur A. à la commune de XXXX que "*toute canalisation ou partie de canalisation-y compris s'il y a lieu les canalisations antérieurement désignées sous le nom de branchement intérieur ou de colonne montante-sont entretenues, dépannées ou renouvelées par le concessionnaire à ses frais.*".

Toutefois, il n'est pas contesté que le centre commercial du XXXX objet de la copropriété litigieuse a été inauguré en 1973, sans qu'il soit établi que les canalis litigieux, qui relient le transformateur haute tension aux coffrets d'alimentation des boutiques, aient été mis en place par le fournisseur X., aux droits de laquelle vient en l'espèce le distributeur A..

Si les canalis, en application de l'article 3 de la loi du 10 juillet 1965 et de l'article 4 du chapitre IV du règlement de copropriété XXXX, sont bien des parties communes, cette contestation est sans incidence sur le présent litige, qui est relatif à l'obligation ou non d'entretenir voire de renouveler les canalis par le distributeur A. en sa qualité de concessionnaire de la distribution d'énergie électrique sur le territoire de la commune de XXXX.

L'intimé, qui affirme que le distributeur A. serait propriétaire des canalis, par un mécanisme d'incorporation des ouvrages d'alimentation à l'immeuble desservi, issue de leur réalisation en même temps que la construction de l'immeuble, ne démontre nullement que le distributeur A. (ou le fournisseur X.) aurait participé à leur installation, ce qui ne saurait être présumé alors qu'en application de l'article 1315 du Code civil, celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.

Le cahier des charges type pour la concession par l'Etat d'une distribution d'énergie électrique de 1928, ayant valeur réglementaire, qui était initialement applicable au centre commercial de XXXX ainsi que l'a retenu le tribunal, prévoyait que *"les branchements intérieurs, les colonnes montantes et toutes dérivations seront établis et entretenus par les soins et aux frais des propriétaires ou des abonnés"*. Le concessionnaire n'était tenu d'exécuter et d'entretenir lui-même ces installations que si les propriétaires le requéraient.

En l'espèce, la copropriété XXXX ne soutient pas avoir passé un accord de ce type avec le fournisseur X..

Il s'ensuit que la copropriété était tenue d'entretenir elle-même et à ses frais les canalis litigieux.

Par contrat du 18 mars 1996, la ville de XXXX, propriétaire en application de l'article L 322-4 du code de l'énergie des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité, a concédé à le fournisseur X., aux droits de laquelle vient le distributeur A., la distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire communal aux conditions du cahier des charges annexé.

Ce cahier des charges, qui est conforme au nouveau cahier des charges type, de nature réglementaire, de 1992, notamment en ses dispositions de l'article 15 relatives aux branchements, pose le principe que *" les branchements seront entretenus, dépannés et renouvelés par le concessionnaire et à ses frais"*, mais pose à ce principe une exception en ce que *" la partie des branchements antérieurement dénommés branchements intérieurs, notamment les colonnes montantes déjà existantes (souligné par la cour), qui appartient au(x) propriétaire(s) de l'immeuble, continuera à être entretenu et renouvelé par ce(s) dernier(s), à moins qu'il(s) ne fasse(nt) abandon de ses(leurs) droit sur les dites canalisations au concessionnaire qui devra alors en assurer la maintenance et le renouvellement "*.

En l'espèce, les canalis litigieux, qui relient le transformateur haute tension aux coffrets d'alimentation des boutiques du centre commercial, constituent de telles colonnes montantes.

L'intimé n'établit pas avoir fait abandon de ses droits sur les canalis litigieux.

Il ne résulte pas des pièces versées aux débats que ces canalis, contrairement aux transformateurs qui relèvent pour leur maintenance du concessionnaire, soient marqués par le fournisseur X.

Contrairement aux affirmations de l'intimée, il n'est pas établi que le distributeur A. (ou avant elle le fournisseur X.) a toujours entretenu les canalis sans compensation financière alors que c'est précisément l'absence totale d'entretien qui est à l'origine des deux incendies de 2009 et 2012.

Si le service départemental d'incendie et de secours, dans son rapport du 20 septembre 2012, indique que *"Tous les travaux réalisés sur ces installations l'ont été jusqu'à présent par le distributeur A."*, il est ainsi manifestement fait allusion aux interventions de cette dernière suite aux deux incendies ci-dessus évoqués, qui étaient urgentes et préventives.

Le fait que le distributeur A. se soit en outre engagée, à l'égard de la Ville de XXXX, dans un courrier du 30 novembre 2010, à réaliser les travaux de remise en état des canalis au premier trimestre 2011, n'implique pas qu'elle ait accepté d'en assumer la charge financière d'autant que cette charge, suite à l'étude confiée à la société Auxitec, s'est avérée très importante.

Faute d'établir l'existence de l'obligation de le distributeur A., en sa qualité de concessionnaire de la distribution d'énergie électrique sur le territoire de la commune de XXXX, de réparer les canalis litigieux, le syndicat des copropriétaires XXXX sera débouté de l'ensemble de ses demandes, le jugement entrepris étant infirmé.

Faute de chiffrer le montant des frais engagés et des coûts supportés pour la remise en état et aux normes des canalis dans le cadre de l'exécution provisoire du jugement entrepris, le distributeur A. sera déboutée de sa demande tendant à voir condamner le syndicat des copropriétaires XXXX à la rembourser de ce chef.

L'intimé sera débouté de sa demande faite sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile et sera condamné à payer à ce titre à l'appelante la somme mentionnée au dispositif.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, et en dernier ressort,

Constate que le syndicat des copropriétaires XXXX s'est désisté à l'audience de son incident de procédure,

Infirmes le jugement entrepris en toutes ses dispositions,

Statuant à nouveau et y ajoutant,

Déboute le syndicat des copropriétaires XXXX de sa demande de condamnation du distributeur A. à effectuer la remise en état des trois conduits d'électricité du type "canalis" situés dans la copropriété XXXX,

Déboute le distributeur A. de sa demande tendant à voir condamner le syndicat des copropriétaires XXXX à lui rembourser le montant des frais engagés et des coûts supportés pour la remise en état et aux normes des canalis dans le cadre de l'exécution provisoire du jugement entrepris,

Déboute le syndicat des copropriétaires XXXX de sa demande faite sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile,

Condamne le syndicat des copropriétaires XXXX à payer le distributeur A. une somme de 6000 euros au titre des frais irrépétibles,

Condamne le syndicat des copropriétaires XXXX à payer les dépens de première instance et d'appel, avec droit de recouvrement direct au profit des avocats en ayant fait la demande, conformément aux dispositions de l'article 699 du Code de procédure civile.

Le Greffier

Le Président